

Un an à l'Élysée : quel plan de route pour François Hollande pour répondre aux préoccupations des Français pendant les 4 années qui restent ?



Après un an de présidence Hollande, les Français sont 79% à déclarer la lutte contre le chômage prioritaire. Emploi, dette publique, école et justice : le point sur quatre enjeux cruciaux.

Avec Erwan Le Noan, Philippe Crevel et Alexandre Giuglaris

Atlantico : Cela fait un an jour pour jour que François Hollande est à l'Élysée et le président de la République semble pour l'instant dans l'impasse face à la crise économique. Dans les grandes lignes, quel doit être sa feuille de route pour les quatre années à venir ?

Erwan Le Noan : Le premier problème de François Hollande est qu'il ne le sait probablement pas lui-même. S'il veut faire baisser le chômage et relancer la croissance, il lui suffit pourtant de prendre les dizaines de rapports d'experts nationaux ou internationaux qui s'accumulent depuis des années... Depuis des décennies, la France est en déficit : elle consomme trop et ne produit pas assez. Les pistes de réforme aujourd'hui, c'est dépenser moins et travailler plus. Ce qu'il faut faire, tout le monde le sait : baisser la dépense publique, libérer l'entreprise des charges fiscales et administratives, bouleverser le marché du travail, transformer l'école...

S'il avait déjà cette volonté réformatrice, le second problème de François Hollande est que sa majorité gouvernementale et parlementaire n'est absolument pas sur cette ligne. **Son plus grand défi serait alors de transformer le sens de la gauche, pour la convaincre que la réforme (et la croissance qu'elle permet) est le meilleur moyen d'assurer le progrès.** Jusqu'à maintenant, être de gauche c'est être en faveur de l'État ; il pourrait faire en sorte que cela devienne un engagement pour la réussite de tous les Français, pour le talent et la justice sociale fondée sur le mérite. Pour cela, il faudrait qu'il se convertisse à ce que certains appellent le "socialisme de l'offre", ou le "socialisme libéral" que l'on retrouve dans l'histoire européenne. Ce n'est visiblement pas la voie qu'il a choisie.

Philippe Crevel : François Hollande doit inscrire son action dans un cadre clair et ambitieux. La réduction des déficits et de la dette est indispensable mais ne peut constituer l'alpha et l'oméga de la politique d'un gouvernement quel qu'il soit. Aujourd'hui, les Français éprouvent le sentiment d'être les victimes d'une crise sans fin, d'être les victimes de gouvernements de droite et de gauche qui n'ont cessé d'imposer la rigueur sans réellement l'appliquer. Le Président doit fixer des objectifs à la nation pas pour 2013 ou 2017 mais pour 2020 voire 2030. **Il faut en terminer avec la dictature du court terme et de la prochaine élection.** Le Président doit faire des choix car tel est son métier mais des choix qui s'inscrivent dans une ambition. La France doit-elle se spécialiser dans le tourisme de luxe, dans le tourisme pour les seniors ? Doit-elle accroître ses efforts de recherche sur les énergies renouvelables ou sur l'aéronautique ? Doit-elle favoriser le développement des bio et des nanotechnologies ? C'est au pouvoir de trancher. **Les Français qui aujourd'hui refusent tout par peur d'être du côté des perdants sont sans doute prêts à abandonner ce comportement nihiliste à la condition que les sacrifices portent leurs fruits.** François Hollande a un impérieux devoir de redonner confiance aux

Français. Il faut abandonner l'impressionnisme et opter pour la transparence et l'efficacité. Aujourd'hui, l'exécutif est impopulaire sans rien avoir tenté. Au moins, le pouvoir n'a plus rien à perdre à tenter le pari de la vérité. Le seul problème est que sa légitimité est entamée.

1) Comment gagner la bataille contre le chômage ?

Alors que la France n'a jamais compté autant de demandeurs d'emploi sans activité en métropole (ils étaient 3,224 millions fin mars, plus que le record de 1997 à 3,195 millions), François Hollande a réaffirmé vendredi sa volonté d'inverser la courbe du chômage malgré les prévisions pessimistes de la Commission européenne. Que doit-il absolument faire pour parvenir à cet objectif ?

Erwan Le Noan : Pour "gagner la bataille de l'emploi", il faut une réforme profonde du marché du travail. Contrairement à ce que certains – notamment au gouvernement – prétendent, le chômage en France n'est pas un problème conjoncturel dû à la crise : il était là avant et il restera là même si – par miracle – la croissance revenait. Les dysfonctionnements du marché du travail sont structurels : il est beaucoup trop rigide, l'emploi est trop coûteux, son organisation exclut et segmente les salariés... Sa réforme est donc essentielle et fondamentale car de nombreuses autres en découlent (école, solidarité, etc.). A nouveau, les pistes sont connues : il faut encourager la flexibilité et cesser avec les règles uniformes. Il faudrait aussi profondément réformer la formation professionnelle, en ayant le courage de s'attaquer aux citadelles qu'elle comporte. L'accompagnement des chômeurs est à revoir aussi. **Evidemment, il faut baisser les charges qui pèsent sur les entreprises : la France est l'un des pays de l'UE qui impose le plus le travail.** Enfin, il faut revoir, en amont, le système scolaire et universitaire.

Philippe Crevel : La politique de l'emploi conduite en France depuis vingt ans est anti-économique et antisociale. En sanctuarisant les contrats à durée indéterminée et en multipliant les emplois aidés, le marché de l'emploi est segmenté, complexe et injuste. Il est indispensable de mettre, enfin, la priorité sur l'offre afin de relever le niveau de production de la France. L'ensemble de l'économie doit se porter sur le premium pour reconquérir des parts de marché.

La première réforme indispensable est la suppression des 35 heures. Cette réforme doit être un symbole, la marque du retour de la France dans le monde actuel. Depuis 2002, tous les gouvernements ont reculé face à ce dossier car les grandes entreprises qui ont négocié des accords sur la gestion du temps de travail avec les syndicats sont pour le statu quo. Cette situation est d'autant plus ubuesque que ces entreprises échappent de plus en plus à la contrainte des 35 heures en ayant délocalisé une grande partie de leurs activités. Ce sont les PME qui ont été impactées et qui, faute de pouvoir délocaliser, déposent le bilan. Les exonérations de charges sociales sur les bas salaires attribuées en contrepartie de la réduction du temps de travail créent des freins à l'augmentation des emplois et des salaires. Bloqués entre le SMIC et 1,6 fois le SMIC, les salariés français occupent des postes sous-qualifiés, deux fois plus qu'en Allemagne. Or, ces emplois sont directement menacés par les productions issues des pays émergents.

La seconde réforme qui doit être menée en parallèle avec la suppression des 35 heures est la refonte du financement du système de la protection sociale. Les dépenses de solidarité doivent être payées par l'impôt, la TVA ; seules les dépenses d'assurances sociales liées à l'emploi devant rester financées par les cotisations sociales. **Par ailleurs, pour éviter les effets de seuil et au nom d'une certaine justice sociale, les cotisations sociales pourraient être légèrement progressives sous réserve que les pénalisations sur les salaires élevés cessent.**

La troisième réforme est d'accroître la concurrence et d'ouvrir les professions réglementées. Bien évidemment, il faudra négocier, trouver des compensations pour les professionnels qui pourraient être lésés. Il n'en demeure pas moins que ce dossier n'avance pas depuis plus de vingt ans. Les Français comptent parmi les Européens qui ont le moins bénéficié de la baisse des prix générée par les importations des pays à bas coûts. Ainsi, nous avons eu les inconvénients, les pertes d'emplois sans avoir les avantages, la faute aux circuits de distribution, aux surcoûts liés à l'acheminement (ports, transports...). L'Europe s'enorgueillirait à casser quelques oligopoles qui freinent, aujourd'hui, la croissance de nombreuses PME.

Le pacte de compétitivité, les accords sur la sécurisation du travail et les mesures issues des Assises de l'entrepreneuriat peuvent-elles porter leurs fruits ? Vont-elles au moins dans le bon sens ?

Philippe Crevel : Il faut distinguer le pacte de compétitivité qui est une véritable usine à gaz de l'accord sur la sécurisation de l'emploi, issu d'une négociation entre partenaires sociaux et qui constitue une avancée indéniable. Le pacte de compétitivité est une prise de conscience bien tardive des difficultés qu'enregistrent les entreprises françaises. La dégradation du taux de marge, la faiblesse des bénéfices des PME, la stagnation de l'investissement sont autant d'indicateurs qui auraient dû alerter le pouvoir en place. Au lieu de trouver des solutions pérennes, de simplifier et d'encourager l'investissement de manière globale, le gouvernement a opté pour un mécanisme d'allègement indirect du coût du travail jusqu'à 2,5 fois le SMIC. Il s'agit de déplacer l'effet de seuil lié à l'exonération des charges sociales qui concerne les salaires inférieures à 1,6 fois le SMIC. **L'Accord national interprofessionnel sur la sécurisation de l'emploi constitue une avancée certes timide mais réelle.** Du fait de la législation en vigueur, les entreprises ont eu recours, ces dernières années, à l'intérim, au contrat à durée déterminée et à temps partiel. Les jeunes, les femmes sont les principales victimes de cette évolution du marché du travail. Il était indispensable de créer des ponts entre le marché des CDI et le marché gris du travail. L'ANI du 11 janvier dernier est un premier pas vers un marché du travail plus fluide avec l'instauration de droits attachés non plus à l'emploi mais au fait d'être salarié.

Erwan Le Noan : L'ensemble de ces propositions comporte des éléments intéressants. Mais il faut arrêter de se mentir : ce sont des rustines sur un système qui n'a pas besoin d'être bricolé mais d'être profondément bouleversé. Toutes ces mesures sont bien en-deçà de ce qui est nécessaire : il ne faut pas en attendre de profondes améliorations.

Comment améliorer encore la compétitivité des entreprises françaises ? Faut-il complètement remettre à plat notre système fiscal ?

Philippe Crevel : Rien n'est perdu. Il faut se souvenir que l'Allemagne était à la rue au début des années 2000 et que le Royaume-Uni en 1978 avait le FMI à son chevet. Nous ne devons pas obligatoirement copier l'Allemagne car nous devons nous projeter en 2020

voire en 2030 et non vouloir construire le monde d'hier. Evidemment, la solution passe par une meilleure valorisation du travail, par une meilleure orientation de l'épargne vers les entreprises et par le progrès technique. La France doit redevenir un des centres majeurs de l'innovation, de la recherche. Il faut valoriser les pôles de compétitivité. Au lieu de vouloir sauver les ruines industrielles du 19^{ème} siècle, la France doit multiplier les pépinières d'entreprises innovantes. La France a des atouts, une population plus jeune que ses partenaires, un territoire vaste et riche, des infrastructures correctes. Elle doit cesser simplement d'être franco-française pour accepter le monde.

La France souffre d'une surréglementation et d'une suradministration. **Avant même le niveau élevé des prélèvements obligatoires, c'est la complexité de notre système fiscal qui pénalise l'économie.** Il faut toujours avoir en tête qu'un système fiscal efficace repose sur des impôts à assiette large et taux faibles.

Erwan Le Noan : Il n'est pas inutile de rappeler d'abord que le problème de compétitivité de la France vient ... de la France elle-même. L'Allemagne n'est pas responsable des mauvaises performances françaises. Ce n'est pas en augmentant les barrières aux échanges que l'on améliorera notre situation : il est tristement ironique de constater d'ailleurs que les mesures protectionnistes françaises nuisent ... [aux entreprises exportatrices françaises](#).

Si la France a un problème de compétitivité, cela signifie, sommairement, que ses produits ne se vendent pas : c'est-à-dire soit qu'ils sont trop chers ou moins innovants que leurs concurrents, soit que la France produit moins. Il faut donc réduire leur coût : la pression fiscale sur les entreprises en France a atteint des niveaux record en Europe, comme l'a souligné récemment la Commission européenne. Ensuite, il faut travailler plus : la compétitivité de la France a décroché de celle de l'Allemagne à partir du moment où a été engagée [la politique suicidaire des 35 heures](#). Pour le moment, François Hollande a augmenté les impôts et véritablement rien fait pour le travail ...

La baisse du chômage passera-t-elle également par un effort en termes d'attractivité de la France ? Comment y travailler concrètement ?

Philippe Crevel : Malgré ses handicaps, la France reste un des principaux pays d'accueil des investissements internationaux même si un dangereux recul est constaté depuis quelques années. La dernière affaire Yahoo/Dailymotion risque de dégrader un peu plus notre image extérieure. Pour améliorer l'attractivité, l'État devrait être moins interventionniste et plus catalyseur d'énergie. **Tous les pays tentent d'attirer les capitaux extérieurs, la France semble faire l'inverse depuis un an en multipliant les taxes et les mouvements de menton.** De Florange à Dailymotion en passant par la tranche marginale à 75% pour l'impôt sur le revenu, le gouvernement fait fausse route. Pour améliorer l'attractivité, nous devons, l'État mais aussi chacun de nous avoir un comportement plus coopératif vis-à-vis des investisseurs étrangers La France étant le pays qui a le record d'imposition du capital au sein de l'Union européenne, François Hollande devrait accepter de revoir en la matière ses positions.

Pour améliorer notre visage à l'international, il faut en terminer avec notre protectionnisme ; la France est deux fois moins ouverte sur l'international que les Allemands. Il faut également que le gouvernement mette la valeur travail au cœur de la stratégie pour la France.

Erwan Le Noan : Le chômage est dû à un problème structurel du marché du travail en France. Ajouter de nouveaux investissements sur un système qui ne fonctionne pas ne permettra pas de résoudre durablement le problème du chômage.

Au-delà, la France est le pays de l'Union européenne à 27 qui taxe le plus le capital... En résumé, si vous investissez en France non seulement le marché du travail fonctionne mal, mais en plus vous allez être taxés comme nulle part ailleurs ... et avec un peu de chance vous vous ferez agresser par monsieur Montebourg !

2) Comment réduire le déficit et la dette de l'État tout en préservant l'État-providence ?

La Commission européenne estime que le déficit de la France va dérapier, à 3,9% du PIB cette année et à 4,2% l'an prochain. Ces chiffres s'éloignent grandement de ceux du gouvernement français, qui prévoit de ne rater l'objectif de 3% que cette année avec un déficit de 3,7%, mais de revenir à 2,9 % du PIB en 2014. Alors que les politiques d'austérité sont de plus en plus contestées en Europe, l'objectif de réduction du déficit qui était une promesse de campagne est-il toujours une priorité ?

Philippe Crevel : François Hollande a gagné deux ans sur le calendrier de retour du déficit à 3% du PIB **Il considère que cette modification est une victoire mais c'est avant tout un cruel aveu de faiblesse et le prix à payer sera élevé.** La France fait partie des mauvais élèves de l'Union européenne mais au-delà des classements, il faut prendre conscience que notre déficit est un déficit de fonctionnement et non d'investissement, que notre déficit primaire avant paiement des intérêts de la dette est un des plus importants et supérieur à celui de l'Italie. Nous avons devant nous à régler 40 ans de déficits. Nous avons acheté de la croissance à crédit que nos partenaires nous demandent de rembourser. François Hollande est tiraillé entre la tendance sociale-démocrate et la tendance du Front de gauche qui récusé l'Europe et le marché. Le compteur du pouvoir rester bloqué à 2005, année du référendum sur le traité constitutionnel. Au-delà de 2005, le fantôme de 1983 est également présent. En effet, en 1983, François Mitterrand a hésité entre l'isolement en renonçant à l'Europe et la politique de désinflation compétitive. Il faut cesser de vouloir refaire le match en permanence.

Erwan Le Noan : Le président de la République et son Premier ministre ne cessent de répéter que le retour à une gestion plus saine des finances publiques est l'une de leurs priorités. Le petit souci c'est d'abord que tous les gouvernements clament ce même principe depuis des années et ensuite que les membres du gouvernement actuel contestent cet objectif ouvertement sur les plateaux de télévision ! **En pratique, la baisse de la dépense publique est homéopathique et la réforme des administrations inexistante.**

Il reste que la France a joué à la cigale depuis 40 ans. L'impératif de rétablissement des comptes n'est pas une surprise : il suffit de se rappeler que [le rapport Pébereau](#), assez sévère sur le sujet, date de... 2005 ! Depuis la dette publique a augmenté de près de 24 points de PIB !

Quelles sont les principales réformes que François Hollande devrait adopter pour parvenir à cet

objectif ?

Philippe Crevel : La priorité, c'est de revoir notre modèle de croissance. La France a implicitement développé un modèle qui repose sur la consommation, or, ce n'est pas viable à moyen ou long terme. Il faut revenir à la formule classique de la croissance : du travail, du capital et du progrès technique. Nous devons abandonner le schéma de la stagnation indolore pour celui de la modernité.

Il faudra également faire le tri au sein des dépenses sociales et d'admettre que tout n'est pas indispensable en particulier en matière de logement. **La France consacre plus du tiers de sa richesse nationale aux dépenses sociales publiques ce qui constitue un record avec à la clef un taux de chômage supérieur à 10,6 % et un taux de pauvreté en croissance.** En lieu et place de vouloir étatiser des pans entiers de l'économie, il faut, au contraire libéraliser, et développer la pratique des chèques de soutien pour les personnes en difficulté. La France est un des pays qui construit le plus de logements sociaux et qui rencontre le plus de problème pour loger sa population. Cette situation ubuesque provient que le logement social combiné à des dispositifs fiscaux en faveur de l'immobilier a perverti l'ensemble du marché immobilier. La rentabilité sans aide du locatif libre est faible voire nulle provoquant une raréfaction de l'offre d'autant plus que la protection des locataires aboutit à de nombreux retraits de logements du marché. Une fois de plus, la réglementation favorise ceux qui ont un logement au détriment des nouveaux entrants.

Il faut oser mettre un terme aux guichets automatiques à allocations ou à subventions. Ce n'est pas en donnant de l'argent que les problèmes disparaissent. Il faut repenser l'action sociale en mettant l'accent sur l'accompagnement, sur la création de solidarités qui ne peuvent pas être que monétaires. L'insertion sociale, l'emploi, la formation sont des domaines où des économies sont possibles tout en améliorant le service rendu.

Erwan Le Noan : Là encore, tout le monde sait ce qu'il faut faire pour rétablir des comptes un peu plus sains : les placards de la République sont remplis de rapports sur ce sujet. Il faut améliorer le fonctionnement des services publics pour en réduire les coûts, ce qui suppose inévitablement une baisse du nombre de fonctionnaires ([ils coûtent 13 % du PIB](#)). La réforme de la fonction publique est centrale : faut-il autant de fonctionnaires ? Tous les salariés de l'État ont-ils besoin d'être fonctionnaires ?

Si l'on veut avoir une politique réellement ambitieuse, il faut aussi avoir le courage de privatiser les entreprises publiques et certains services publics qui pourraient être assurés, de manière encadrée, par le privé. Surtout, il faut introduire de la concurrence – et mettre un terme aux monopoles – dans de très nombreux secteurs comme l'éducation, la santé, les industries publiques en réseau, etc.

La France peut-elle y parvenir seule ou cela doit-il passer par une nouvelle politique européenne comme le souhaite François Hollande ?

Erwan Le Noan : Les problèmes économiques de la France sont, aujourd'hui, principalement des problèmes franco-français : la fiscalité excessive, l'État trop lourd et inefficace, le marché du travail sclérosé. Nos partenaires peuvent nous aider en continuant leurs réformes structurelles, favorisant ainsi la croissance. Mais Angela Merkel ou David Cameron ne peuvent rien faire pour changer les fondements défectueux de l'économie française.

Philippe Crevel : L'Europe ne doit, en aucun cas, être le bouc émissaire de notre impuissance. **Sans l'Europe, sans la zone euro, la France serait déjà sous tutelle du FMI à cette heure.** De même, il faut cesser de vitupérer contre ceux qui sont bons ou qui ont réussi comme les Allemands. Il ne faut pas demander à l'Europe tout et n'importe quoi. La France a rejeté, en 2005, le traité constitutionnel qui prévoyait plus de fédéralisme. Nous devons en tirer les conséquences. Après, il est certain que nous pouvons demander une action plus forte de l'Europe en matière d'investissements structurants mais qui financera ? La France, une fois de plus, empêche l'évolution du budget européen qui ne pèse que 1% du PIB, au nom de la défense de la politique agricole commune. Commençons à balayer devant notre porte avant de réclamer quelque chose à l'Europe !

Cela doit-il nécessairement passer par une politique d'austérité ? Doit-on privilégier la réduction des dépenses ou l'augmentation des impôts ? Sur quelles catégories les efforts doivent-ils peser en priorité ?

Philippe Crevel : Toutes les expériences passées en matière d'assainissement des comptes publics démontrent que celles qui ont mis l'accent sur la réduction des dépenses sont plus efficaces que celles qui mettent la priorité sur les augmentations d'impôt. Elles sont plus pérennes et moins handicapantes pour l'économie. Cette règle a été vérifiée au Canada, en Australie ou aux États-Unis.

La réduction des dépenses doit intéresser tous les acteurs publics, tous les départements ministériels. Il faut oser pratiquer des audits, fermer des structures devenues inutiles. Ainsi, est-il logique de maintenir ouvert des musées ouverts quand bien même le nombre de visiteurs est proche de zéro ? Ne faut-il pas regrouper, fusionner les établissements concernés voire les fermer ? Avec plus de 5 millions de fonctionnaires, la France est un pays suradministré. Il faut donc reprendre la politique de réduction des effectifs.

En matière sociale, une responsabilisation des Français est obligée avec l'arrêt du tout automatique. La collectivité publique doit réserver son intervention aux plus modestes et pour les cas où l'initiative privée est manifestement défailante (gros risques en matière de santé par exemple).

Autre sujet peu populaire mais au combien incontournable, la réduction du nombre des collectivités publiques devrait être menée. **Certes, les Français sont attachés à avoir près de chez eux leur mairie, leur tribunal, leur maternité mais il faut prendre conscience que cela est un luxe difficilement compatible avec un pays au bord du gouffre.** La fusion des départements et des régions et à terme la suppression des communes au profit des agglomérations de communes constituent deux réformes sources à générer à terme des économies. Les échecs des référendums en Corse ou en Alsace semblent avoir mis à mal à ce processus d'unification. Mais, face à l'impérieuse nécessité de la rationalisation, le pouvoir devrait revenir à la charge. La réforme de la carte judiciaire lancée sous Nicolas Sarkozy n'a pas été remise en cause.

Erwan Le Noan : Depuis 40 ans, [la France joue à la cigale](#). Depuis la fin des années 1970, pas un budget – pas un seul ! – n'a été équilibré. Un déficit, cela s'explique soit par une dépense excessive, soit par un manque de revenu (donc de travail). Aujourd'hui, la

France comme l'ensemble de l'Europe du Sud se trouve confrontée aux conséquences de son insouciance financière. Mais contrairement à l'Italie, à l'Espagne ou à la Grèce, [la France n'a pas commencé l'austérité](#) : la dépense publique reste excessivement élevée.

La France a fait le choix de l'oppression fiscale. **Par lâcheté, les gouvernements se révèlent incapables de s'attaquer à l'État et ses scléroses. Ils préfèrent taxer les Français.** Cette politique a pour effet économique d'étouffer l'activité et pour effet politique d'exacerber l'exaspération sociale. Il vaudrait mieux baisser la dépense publique. Comme l'a montré [l'économiste Alesina](#), cette solution est la meilleure pour la consolidation fiscale : les hausses d'impôts au contraire encouragent la récession. Ce sont les fonctionnaires qui en feront les frais en premier lieu. Mais cela fait bien longtemps qu'ils sont protégés : ils ont [plus de vacances](#), sont [mieux payés d'années en années](#) (et pendant la crise ils ont été [augmenté plus que les autres](#)), n'ont [pas subi les aléas du marché du travail](#) ces dernières décennies, partent [plus tôt à la retraite](#). Il est temps de les mettre, eux aussi, à contribution.

La situation budgétaire de la France fait peser un risque grandissant sur le système français d'État-providence. Comment assurer son avenir ? Faut-il entièrement repenser celui-ci ?

Erwan Le Noan : La France vit dans le mythe selon lequel l'État Providence c'est génial et qu'il faut absolument le préserver. Mais c'est quand même grâce à ce formidable instrument que [le taux de chômage reste haut](#) depuis 30 ans, que la France est étranglée par sa dette, que 20% des enfants sont condamnés à l'échec scolaire...

Si l'objectif est d'établir une forme de solidarité collective, d'offrir sa chance à chacun, il faut se dépêcher d'avoir des services publics qui fonctionnent efficacement. Et pour cela, il n'est pas nécessaire qu'ils soient gérés par l'État. Ils peuvent l'être par des personnes privées.

Philippe Crevel : L'État-providence dans la forme post 1945 a certainement vécu. **Après la Seconde Guerre mondiale, la France comptait peu de retraités, une population active en forte croissance et un chômage réduit. Le système social qui initialement obéissait à la logique assurantielle s'est transformé, au fil des décennies, en un système quasi-universel, le lien avec le travail s'étant distendu.** Le vieillissement de la population, et l'augmentation des dépenses de santé constituent des défis qui mettent en danger le système d'autant plus que les recettes stagnent. Plus les cotisations augmentent, plus le nombre d'emplois diminue avec par voie de conséquence un déficit croissant. Une redéfinition des objectifs, des modes de financement et d'attribution des allocations, des couvertures sociales est indispensable.

Autre réforme d'ampleur qui préoccupe les Français. La réforme "Fillon" des retraites 2010 n'est pas financée. Jusqu'ici aucun gouvernement n'est allé jusqu'au bout de cette réforme. Comment François Hollande peut-il réussir une réforme des retraites définitive ?

Philippe Crevel : La réforme de 2010 a levé un tabou en France en imposant le recul de l'âge légal à 62 ans. Tous les partenaires ont retenu pour équilibrer leur régime de retraite le recul de l'âge légal. La moyenne européenne se situe à 65 ans et plusieurs pays ont prévu de la reculer progressivement à 67 ans comme en Espagne ou en Allemagne. Si un reproche doit être fait au précédent gouvernement, c'est de n'avoir pas osé aller jusqu'à 65 ans. **Il faut savoir qu'avec un recul de l'âge effectif de cessation d'activité de trois ans, nous réglerions une grande partie du problème de financement.** La réforme de 2010 reposait sur des hypothèses économiques qui se révèlent, aujourd'hui, trop optimistes mais il ne faut pas oublier qu'en 2010 tous les partenaires sociaux les trouvaient au contraire trop pessimistes.

François Hollande cherche sa voie en matière de retraite. Après avoir affirmé le retour de la retraite à 60 ans, il s'est cantonné à accroître le dispositif de carrière longue de la réforme de 2003 avec en contrepartie une augmentation des cotisations sociales de 0,3 %.

A défaut une fois de plus d'avoir une vision globale, le pouvoir organise tout en affirmant l'inverse l'appauvrissement des futurs retraités en retenant comme solution la désindexation des pensions.

Le président de la République devrait opter pour l'audace et lancer, enfin, la réforme avec un grand R de la retraite. Par souci d'équité et d'efficacité, il devrait inviter les partenaires sociaux à travailler sur la création d'un régime unique de retraite avec unification des régimes de base et des régimes complémentaires. Ainsi, les fonctionnaires, les salariés, les indépendants seraient soumis aux mêmes règles. Les Suédois, les Italiens ont réussi une telle révolution alors pourquoi pas les Français. Malheureusement, le bricolage risque de rester de rigueur avec un allongement de la durée de cotisation, une réduction de certains droits annexes (majorations pour enfants, réversion) et avec une augmentation des cotisations.

Erwan Le Noan : Il ne fera évidemment pas de réforme définitive, même s'il le clamera, comme François Fillon l'avait fait. Tout cela parce qu'aucun gouvernement n'a le courage de reconnaître que le système n'est structurellement pas viable.

3) Rendre l'École plus efficace ?

L'éducation, prioritaire pour 53% Français est également un instrument indispensable de la cohésion nationale. Durant sa campagne, François Hollande avait d'ailleurs fait de l'école sa grande "priorité". Vincent Peillon avait même pour ambition de refonder l'École républicaine. Comment rendre tout simplement l'école plus efficace ?

Erwan Le Noan : Pour rendre l'école plus efficace, il faut une réforme externe (l'ouvrir à la concurrence) et interne ([la révolution de l'autonomie](#)). **On peut raisonnablement douter que le système public soit spontanément réformable.** Pour l'y aider, il faut le mettre en concurrence : qu'on laisse les parents libres de choisir les écoles de leurs enfants, qu'on permette à des institutions privées de se créer, qu'on publie les résultats de tous les établissements... Quant à l'autonomie, elle devrait encourager une plus grande liberté et une meilleure gestion.

Faut-il commencer par redéfinir les missions de l'école ? Quelles doivent être ces dernières ? L'école doit-elle être davantage tournée vers le monde du travail ?

Erwan Le Noan : L'École souffre de ce qu'on redéfinit ses missions tous les quinze jours : elle doit former des citoyens à la morale laïque, leur apprendre un métier, enseigner la découverte du numérique et des cultures du monde, etc. Les missions de l'École devraient être simples : apprendre à lire, écrire et compter (ce [qu'elle ne fait pas aujourd'hui](#)). Ensuite, dans le cadre d'une organisation décentralisée, qu'on laisse les établissements autonomes compléter comme ils le veulent.

4) Comment rétablir notre confiance en la justice ?

La lutte contre la délinquance reste prioritaire pour 54% des Français. Le problème persistant de l'insécurité est-il lié à un manque de moyens de la police ou à une réponse pénale inadaptée ?

Alexandre Giuglaris : L'augmentation continue de la criminalité au cours des derniers mois, qui se manifeste notamment par la hausse très importante des cambriolages (il s'en produit un toutes les 90 secondes en France) explique que la lutte contre l'insécurité demeure une des priorités majeures des Français.

Les causes de la délinquance sont multiples mais il est évident que le laxisme judiciaire, renforcé par les projets du gouvernement, entretient un climat d'impunité chez les délinquants.

L'essentiel des réformes doit aujourd'hui concerner le renforcement de notre réponse pénale. C'est la crédibilité de l'ensemble de la chaîne pénale, police et justice, qui est aujourd'hui en jeu et qu'il faut rétablir. C'est ce que montre très bien Xavier Bebin dans son dernier livre *Quand la justice crée l'insécurité*.

Quelles sont les grandes réformes à mener en priorité en matière de justice ?

Alexandre Giuglaris : C'est une réforme en profondeur dont notre système judiciaire a besoin, et dont les lignes directrices devraient être l'efficacité, la rapidité et le pragmatisme auxquelles se refusent certains idéologues.

Le socle du changement viendra de la construction de 20 000 places de prison qui manquent à notre pays comme le montrent les toutes dernières statistiques pénales du Conseil de l'Europe. La France a un nombre de places de prison bien inférieur à la moyenne européenne. **C'est cette carence qui explique l'inexécution des peines de prison** (87 000 au 1er janvier 2012 par exemple) et le climat d'impunité.

De nombreuses autres réformes sont nécessaires pour restaurer la sécurité et rapprocher les Français et leur justice. On devrait, notamment créer un droit d'appel pour les victimes pour qu'elles soient à égalité avec leur agresseur par exemple.

Les affaires qui ont émaillé ce début de quinquennat ont jeté un soupçon sur l'indépendance et l'impartialité des juges. Comment inverser la tendance ?

Alexandre Giuglaris : Nous sommes dans une crise profonde. L'affaire du "Mur des cons" fait maintenant peser un doute sur l'ensemble de la magistrature. Quand on met en évidence qu'un syndicat de magistrats, représentant environ un tiers du corps, est à ce point sectaire, extrémiste et politisé, **tous les dossiers instruits ou jugés par des membres de ce syndicat peuvent être suspects.**

Pour retrouver de la sérénité dans un domaine aussi fondamental pour la cohésion de la société que la justice, il faut que ce syndicat soit dissous et surtout que le devoir de réserve des magistrats redevienne une réalité. Les juges doivent appliquer les lois votées par des parlementaires élus au suffrage universel, et non les contester. C'est un principe évident en démocratie et pourtant il faudrait aujourd'hui y revenir.